   ****

**Investir pour l'avenir : Financer le Partenariat mondial pour l’éducation**

**DOCUMENT D’INFORMATION DE LA CME**

**LA CRISE DE L’ÉDUCATION**

En 2015, les dirigeants mondiaux se sont engagés à offrir une éducation inclusive, équitable et de qualité et des possibilités d’apprentissage tout au long de la vie pour tous d’ici à 2030 au travers de l’Objectif de développement durable 4 (ODD4). La Déclaration d’Incheon pour l'Éducation 2030 et le cadre d’action ont apporté des précisions complémentaires pour la concrétisation de l’ODD4[[1]](#endnote-1). Ces documents fixent des objectifs ambitieux pour garantir une éducation publique gratuite, inclusive, équitable et de qualité, et promouvoir des promouvoir les possibilités d’apprentissage tout au long de la vie pour tous.

Après deux années de mise en œuvre du cadre des ODD, le monde est loin d’avoir accompli les avancées rapides et ambitieuses nécessaires pour atteindre ces objectifs. 264 millions d’enfants et de jeunes ne sont pas scolarisés[[2]](#endnote-2). Au rythme actuel, le monde aura un demi-siècle de retard par rapport à la date limite de 2030 fixée par l’ODD pour la scolarisation de tous les enfants[[3]](#endnote-3). Pire encore, au lieu de progresser, le taux d’enfants non scolarisés piétine aujourd’hui[[4]](#endnote-4). Si aucun changement n’intervient de toute urgence à l’échelon mondial, plus de 1,5 milliard d’adultes n’auront aucune instruction au-delà du primaire en 2030[[5]](#endnote-5).

Il s’agit d’une crise de l’accès à l’éducation, qui s’accompagne aussi d’une crise de l’apprentissage. 617 millions d'enfants et d’adolescent – soit 6 sur 10 – n’acquièrent pas les connaissances minimales en lecture et en mathématiques. Deux tiers de ces enfants vont à l’école, ce qui démontre l’ampleur du manque de qualité de nombre de systèmes éducatifs[[6]](#endnote-6). Si les tendances actuelles se poursuivent, moins de 10 % des jeunes vivant dans les pays à revenu faible auront acquis les compétences de base de l’éducation secondaire en 2030[[7]](#endnote-7). L’absence de possibilités éducationnelles de qualité contribue aussi à l’analphabétisme de 750 millions d'adultes, dont deux tiers sont des femmes[[8]](#endnote-8).

Ces crises jumelles touchent de façon disproportionnée des personnes déjà discriminées et défavorisées – comme les familles à faible revenu, les enfants handicapés, les groupes ethniques minoritaires, les populations vivant dans des régions en conflit, les réfugiés, les migrants, les filles et les femmes – créant un profond sentiment de marginalisation et d’inégalité croissante.

**L’INVESTISSEMENT DANS L’ÉDUCATION EST UN INVESTISSEMENT POUR UN AVENIR MEILLEUR**

On ne peut pas laisser cette crise de l’éducation se poursuivre, car l’éducation offre des réponses à beaucoup de problèmes du monde actuel. L'éducation est aussi un droit humain fondamental.

L'intérêt d'investir dans l'éducation est incontestable. L’éducation est cruciale pour la croissance économique à long terme et la lutte contre la pauvreté. L’éducation apporte des compétences qui stimulent les possibilités d’emploi et les revenus, et davantage d’équité dans l’éducation permet de réduire les inégalités et de sortir les plus défavorisés de la misère. De plus, les jeunes d’aujourd’hui sont confrontés à une extraordinaire évolution technologique et démographique qui redessine l’avenir de l’économie mondiale. La prospérité future d’une nation dépend de l’investissement dans la jeunesse aujourd’hui.

L’investissement dans l’ODD4 est également un moteur éprouvé pour l’ensemble de l’agenda du développement durable. Cela permet d’améliorer la santé à long terme, d’assurer une meilleure égalité entre les sexes, de promouvoir la gouvernance démocratique, de créer des moyens de subsistance durable et de combattre la dégradation environnementale[[9]](#endnote-9).

Autrement dit, il est prouvé qu’investir dans une éducation équitable et de qualité pour tous, c’est investir pour un avenir meilleur.

**L’éducation est indissociable du progrès et de la prospérité : 10 faits clés**

1. La pauvreté mondiale serait divisée de moitié si tous les adultes suivaient un cycle complet d’éducation secondaire[[10]](#footnote-1).
2. Le fait que 250 millions d’enfants n’acquièrent pas les connaissances de base équivaut à une perte annuelle de 129 milliards de dollars[[11]](#footnote-2),[[12]](#footnote-3).
3. Chaque année de scolarisation supplémentaire donne lieu à une hausse annuelle moyenne de 0,37 % du produit intérieur brut (PIB)[[13]](#footnote-4).
4. Chaque dollar investi dans une année de scolarité supplémentaire, notamment pour les filles, génère des gains et des bénéfices de santé à hauteur de 10 USD dans les pays à revenu faible et de près de 4 USD dans les pays à revenu moyen (tranche inférieure)[[14]](#footnote-5).
5. Environ un tiers de la réduction de la mortalité adulte depuis 1970 peut être attribué aux bénéfices de l’éducation des filles et des jeunes femmes[[15]](#footnote-6).
6. Certains pays perdent plus d’un milliard de dollars par an du fait que les filles n’ont pas le même niveau d’éducation que les garçons[[16]](#footnote-7).
7. L’enfant d’une mère alphabétisée à 50 % de chances supplémentaires de survivre au-delà de l’âge de cinq ans et d’être vacciné, et deux fois plus de chances d’être scolarisé[[17]](#footnote-8).
8. Si toutes les mères achevaient leurs études primaires, la mortalité maternelle diminuerait de deux tiers, et 189 000 vies seraient ainsi sauvées[[18]](#footnote-9).
9. Les inégalités attisent l’instabilité et le doublement des inégalités dans l’éducation multiplie par plus de deux la probabilité de conflit[[19]](#footnote-10).
10. L’universalité de l’enseignement secondaire (cycle supérieur) d’ici à 2030 permettrait d’éviter 200 000 décès liés à des catastrophes dans les vingt années suivantes[[20]](#footnote-11).

**UN FINANCEMENT INSUFFISANT**

Le montant de fonds disponibles est crucial pour la réalisation de l’ODD4. Mais les financements restaient très inférieurs aux besoins. Cela s’explique par l’insuffisance des ressources intérieures allouées à l’éducation dans les pays en développement et par le manque de soutien des donateurs et de la communauté internationale.

Le Rapport mondial de suivi de l'éducation considère qu’à moins d’une transformation radicale du financement de l'éducation, aide comprise, les objectifs de l’ODD4 relatifs à l’enseignement primaire et secondaire accuseront 50 ans de retard[[21]](#endnote-10). Les besoins sont immenses. Selon la Commission pour l’éducation, il faut augmenter régulièrement le financement de l’éducation pour passer de 1,2 milliard de dollars américains à 3 milliards de dollars d’ici à 2030[[22]](#endnote-11).

Il faut de toute urgence réunir des fonds suffisants pour mettre en œuvre les objectifs ambitieux de l’ODD4.

**FINANCEMENT DU PME 2020 : UN ÉLÉMENT CRUCIAL POUR RÉALISER UNE PERCÉE FINANCIÈRE EN FAVEUR DE L’ODD4**

Une percée financière est nécessaire pour atteindre l’ODD4 – les pays en développement, les donateurs et la communauté internationale doivent travailler ensemble pour y parvenir. Début 2018, après deux années complètes de mise en œuvre du programme Éducation 2030, une occasion unique de commencer à réaliser cette percée s’offre à nous.

*« La conférence de financement du Partenariat mondial pour l’éducation représente notre première occasion de transformer l’engagement politique en appui concret. »*

**António Guterres  
Secrétaire général de l’ONU**

Le Partenariat mondial pour l’éducation (PME) organisera une conférence historique de reconstitution des ressources au Sénégal, en collaboration avec la France. Veiller à ce que le Partenariat mondial pour l’éducation – le seul partenariat multilatéral dédié à la scolarisation de tous les enfants avec une éducation de qualité – dispose de fonds suffisants est crucial pour combler le déficit mondial de financement de l’éducation.

Le Partenariat mondial pour l’éducation s’est fixé pour objectif de réunir 2 milliards de dollars US chaque année d’ici à 2020. Les donateurs comme les pays en développement partenaires seront incités à prendre des engagements financiers pendant la conférence. Le PME demande :

1. aux gouvernements donateurs de fournir 3,1 milliards USD ;
2. aux gouvernements des pays en développement d’allouer 20 % des dépenses publiques à l’éducation.

C’est une occasion exceptionnelle d’obtenir des engagements pour répondre aux besoins les plus criants, car le PME soutient l’éducation primaire et secondaire équitable et de qualité dans des pays où vivent environ 870 millions d’enfants et de jeunes, et 78 % des enfants non scolarisés dans le monde[[23]](#endnote-12).

**Qu'est-ce que le Partenariat mondial pour l’éducation ?**

Fondé en 2002, le Partenariat mondial pour l’éducation est le seul partenariat multilatéral dans le monde qui est exclusivement dédié à l’amélioration des services d’éducation de qualité pour les enfants. Il rassemble des gouvernements, des organismes multilatéraux, des organisations internationales, des fondations, des entreprises privées et la société civile dans le but de mobiliser des ressources techniques et financières pour ceux qui en ont le plus besoin.

Le PME reste intimement convaincu de l'utilité de mettre en relation les gouvernements des pays en développement avec les gouvernements des pays donateurs, la société civile, le corps enseignant et le secteur privé, afin de mutualiser les ressources et les connaissances au profit de l'éducation, tant au niveau mondial que national. Par cette approche, le PME appuie de manière coordonnée et stratégique des plans nationaux d'éducation qui visent à assurer à chaque enfant une éducation de base de qualité. Le nombre de pays en développement partenaires du PME est passé de sept en 2002 à 65 en 2017. Les subventions du PME ont augmenté, de 16 millions en 2004 à 446 millions USD en 2015. Le Partenariat est ainsi devenu le second donateur multilatéral pour l’éducation de base et l’enseignement secondaire après la Banque mondiale dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire (tranche inférieure)[[24]](#endnote-13).

Le soutien du PME a permis d’obtenir les résultats suivants dans les pays partenaires :

* 72 millions d'enfants supplémentaires sont scolarisés en primaire en 2015 par rapport à 2002
* 76 % des enfants ont effectué un cycle primaire complet en 2015 contre 63 % en 2002
* 74 % des filles ont effectué un cycle primaire complet en 2015 contre 57 % en 2002
* 50 % des enfants ont achevé le premier cycle de secondaire en 2015 contre 38 % en 2002 (et pour les filles, le taux est passé de 35 % à 48 %)

Voir le plaidoyer du PME en faveur de l’investissement : <http://replenishment.globalpartnership.org/fr/plaidoyer-pour-linvestissement/>

**INTENSIFIER L’ENGAGEMENT DES PAYS PARTENAIRES DURANT LA CONFÉRENCE DE FINANCEMENT DU PME**

La Campagne mondiale pour l’éducation appelle à une percée significative dans la mobilisation de nouveaux engagements de ressources intérieures en faveur de l’éducation lors de la conférence de financement du PME. Le PME a adopté une approche unique, en incitant les pays en développement partenaires à accroître leur financement à l’aide d’un modèle de financement fondé sur les résultats[[25]](#endnote-14). Pour témoigner de leur engagement dans le partenariat lors de la conférence de financement du 2 février, tous les pays en développement partenaires devront présenter leur promesse. Symbole de cette approche unique, la conférence de financement du PME sera la première reconstitution d’un fonds mondial organisée dans un pays en voie de développement Ce sera une formidable occasion pour les pays en développement d’ouvrir la voie, et pour les donateurs et la communauté internationale de poursuivre leurs efforts.

L’obtention de nouveaux engagements de financement intérieur est particulièrement importante dans le domaine de l’éducation. Le rapport de la Commission de financement de l'éducation a reconnu que 97 % des nouveaux financements nécessaires pour réaliser l’objectif de développement durable relatif à l’éducation devraient venir des ressources nationales[[26]](#endnote-15). Les gouvernements des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire (tranche inférieure) ont augmenté leurs dépenses d’éducation depuis 2000, mais un effort considérable reste encore à faire[[27]](#endnote-16). Le manque de fonds pour l’éducation résulte de la priorité insuffisante donnée à l’éducation dans les ressources nationales et de la faiblesse ou la nature régressive de la fiscalité.

Télécharger la [Convention sur le financement national](http://www.campaignforeducation.org/docs/resources/Compact%20on%20Domestic%20Financing%20of%20Education_FR.pdf) pour de plus amples informations sur la position de la CME à l’égard des engagements des pays en développement partenaires à Dakar.

Les pays en développement partenaires pourront annoncer des engagements ambitieux assortis de délais précis à Dakar le 2 février prochain en vue de remédier à cette situation. Selon le cadre d’action Éducation 2030 et le critère de référence du PME[[28]](#endnote-17), les pays doivent s’engager à consacrer au moins 20 % de leur budget à l’éducation. Les pays qui n’atteignent pas ce seuil doivent promettre de prendre des mesures ambitieuses pour augmenter la part de leur budget national réservée à l’éducation. Ils doivent démontrer comment ils comptent financer leurs promesses : cela pourrait passer par un élargissement de l’assiette fiscale de manière progressive pour atteindre un ratio recettes fiscales/PIB d’au moins 20 % (par exemple par la suppression des incitations fiscales préjudiciables, la lutte contre l’évitement fiscal et l’instauration de nouvelles taxes dédiées), et par l’allocation d’une part équitable de ces recettes à l’éducation. Les engagements doivent aussi être formulés de manière à démontrer comment des ressources supplémentaires contribueraient à l’accomplissement des priorités stratégiques du PME 2020 en améliorant l’équité, l’inclusion et la qualité dans l’éducation. Enfin, les engagements doivent être crédibles, accompagnés de données de référence claires, d’objectifs fondés sur des preuves et de la promesse d’en assurer le suivi et de produire des rapports au fil du temps de façon totalement transparente.

Nous savons qu’une mobilisation accrue des ressources intérieures doit aussi être doublée d’efforts concertés à l’échelon international en vue de lutter contre les règles fiscales injustes qui font perdre des milliards de recettes aux pays en développement (des sommes qui pourraient servir à payer les enseignants et les manuels scolaires). C’est pourquoi la Campagne mondiale pour l’éducation reste déterminée à plaider pour une action internationale en faveur de la justice fiscale, y compris pour la création d’un organe des Nations Unies chargé de reformuler des règles fiscales mondiales plus justes[[29]](#endnote-18).

**ENGAGEMENT DES DONATEURS PARTENAIRES À LA CONFÉRENCE DE FINANCEMENT**

Dans un esprit de partage des responsabilités, la Campagne mondiale pour l’éducation appelle à des efforts pour accompagner la hausse des ressources intérieures par des mesures internationales de soutien aux pays en vue de les aider à atteindre leurs objectifs d’éducation.

Le Rapport mondial de suivi de l'éducation (RMSE) note que, même avec une hausse des ressources intérieures à des niveaux ambitieux dans les pays à revenu faible, il resterait toujours un déficit de financement de 39 milliards USD dans les pays à revenu faible[[30]](#endnote-19). Dans un tel contexte, l’aide continue à jouer un rôle central pour la réalisation de l’ODD. Pourtant, l’aide reste très insuffisante par rapport aux besoins liés à la réalisation de l’objectif de développement durable n° 4, ce qui constitue un risque pour les engagements. Il faudrait en fait multiplier par six le montant de l’aide pour atteindre l’ODD4. Or, au lieu d’augmenter, le volume de l’aide allouée à l’éducation a chuté – pour la sixième année consécutive.

Et, plus grave encore, l’aide est de moins en moins attribuée en fonction des besoins. L'aide à l'éducation de base en Afrique subsaharienne, où vivent plus de la moitié des enfants non scolarisés dans le monde, a été divisée par deux depuis 2002. L’Afrique subsaharienne ne perçoit plus maintenant que 26 % de l’aide totale à l'éducation de base, à peine plus que les 22 % attribués à l’Afrique du Nord et à l’Asie de l’Ouest, où 9 % des enfants ne sont pas scolarisés.[[31]](#endnote-20)

Contrairement aux tendances actuelles de l’aide bilatérale à l’éducation, le Partenariat mondial pour l’éducation a réservé 77 % de ses décaissements à l’Afrique subsaharienne, et 60 % aux pays instables et en conflit. Et, tandis que l’aide à l’éducation enregistrait une stagnation générale depuis 2010, les décaissements du PME ont augmenté de 14 % en moyenne entre 2010 et 2015. En effet, le modèle d’allocation du PME repose sur deux éléments clés : les besoins du secteur éducatif dans le pays partenaire et le niveau de revenu du pays en question.

Il est essentiel de garantir le financement complet du PME 2020 afin d’inverser la tendance à la baisse des allocations de l’aide à l’éducation pour les pays qui en ont le plus besoin. Il est absolument indispensable que les partenaires donateurs prennent des engagements ambitieux et délimités dans le temps à Dakar le 2 février 2018 pour que le PME puisse poursuivre son œuvre inestimable.

**CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

La crise persistante de l’éducation, en termes d’accès et de qualité, est une catastrophe pour des millions d’enfants, de jeunes, d’adultes, de familles et de communautés parmi les plus pauvres du monde. Le PME occupe une place unique pour faciliter la coordination, harmoniser les financements et promouvoir des partenariats plus solides et plus ambitieux entre les gouvernements, les partenaires au développement, la société civile et le secteur privé à l’échelon national. La Campagne mondiale pour l’éducation appelle tous les partenaires du PME à saisir l’occasion de la conférence de financement du PME en février 2018 pour annoncer des promesses et des engagements concrets :

* Les **pays en développement** doivent élargir leur base d’imposition (à au moins 20 % du PIB) et augmenter la part des dépenses d’éducation (à au moins 20 % du budget) ; et s’assurer que les ressources sont contrôlées de près et dépensées à bon escient en vue d’améliorer l’efficacité, l’efficience et l’équité des systèmes éducatifs publics.
* Les **donateurs bilatéraux** doivent augmenter l’aide (pour atteindre la cible mondiale de 0,7 %), s’engager à réserver au moins 30  % de leur aide à l’éducation à des initiatives multilatérales et apporter leur appui aux pays et aux populations qui en ont le plus besoin, ce qui est possible en donnant la priorité au PME.
* **L’action internationale :** Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour soutenir les réformes des systèmes fiscaux nationaux et mettre en place un organisme intergouvernemental inclusif disposant du pouvoir et des ressources nécessaires pour établir et faire respecter des règles fiscales mondiales équitables[[32]](#endnote-21).

Le temps est venu d’agir : nous devons financer l’éducation pour concrétiser la promesse de l’ODD4.

1. UNESCO et al. (2015) « Éducation 2030. Déclaration d’Incheon et Cadre d’action ». [↑](#endnote-ref-1)
2. Ce chiffre inclut 61 millions d’enfants d’âge primaire, 62 millions d’adolescents en âge de fréquenter le premier cycle de secondaire et 141 millions de jeunes en âge d’aller dans le second cycle de l’enseignement secondaire. UNESCO, RMSE. Document d’orientation 32/Bulletin d’information 44. [↑](#endnote-ref-2)
3. Pour l’enseignement primaire et secondaire. Ibid. [↑](#endnote-ref-3)
4. Le taux d’enfants non scolarisés n’a pas évolué depuis 2008 en primaire, depuis 2012 dans le premier cycle du secondaire et depuis 2013 dans le second cycle du secondaire. Ibid. [↑](#endnote-ref-4)
5. Commission pour l’éducation (2016), « La génération d’apprenants : investir dans l’éducation pour un monde en pleine évolution ». [↑](#endnote-ref-5)
6. UNESCO et al. Septembre 2017. Plus de la moitié des enfants et des adolescents n’apprennent pas dans le monde. Fiche d’information N° 46. [↑](#endnote-ref-6)
7. Commission pour l’éducation (2016), « La génération d’apprenants : investir dans l’éducation pour un monde en pleine évolution ». [↑](#endnote-ref-7)
8. Dont 102 millions ont entre 15 et 24 ans. UNESCO Septembre 2017. Literacy Rates Continue to Rise from One Generation to the Next. Fiche d’information N° 45. [↑](#endnote-ref-8)
9. Consultez le rapport du PME « Plaidoyer pour l'investissement » pour un résumé des données probantes : <http://replenishment.globalpartnership.org/fr/plaidoyer-pour-linvestissement/> [↑](#endnote-ref-9)
10. UNESCO, RMSE (juin 2017). « Réduire la pauvreté dans le monde à travers l’enseignement primaire et secondaire universel ». Document d’orientation 32, Bulletin d’information 44, p. 1 [↑](#footnote-ref-1)
11. UNESCO, RMSE (2104) « Enseigner et apprendre : Atteindre la qualité pour tous », p. 19 [↑](#footnote-ref-2)
12. L’ISU estime qu’actuellement, 614 millions d’enfants n’acquièrent pas les connaissances de base http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/fs46-more-than-half-children-not-learning-2017-fr.pdf [↑](#footnote-ref-3)
13. UNESCO, RMSE (2011). « L’éducation compte. Vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement » p. 6 [↑](#footnote-ref-4)
14. Commission pour l’éducation (2016), « La génération d’apprenants : investir dans l’éducation pour un monde en pleine évolution », p. 4 [↑](#footnote-ref-5)
15. Ibid, p. 34 [↑](#footnote-ref-6)
16. Plan International, 2011. « Le prix à payer : Le coût économique de la non-scolarisation des filles » p. 10 [↑](#footnote-ref-7)
17. Commission pour l’éducation (2016), « La génération d’apprenants : investir dans l’éducation pour un monde en pleine évolution », p. 99 [↑](#footnote-ref-8)
18. UNESCO, RMSE (2013). « L’éducation transforme nos existences », p. 7 [↑](#footnote-ref-9)
19. Commission pour l’éducation (2016), « La génération d’apprenants : investir dans l’éducation pour un monde en pleine évolution ». [↑](#footnote-ref-10)
20. UNESCO, RMSE (2016b). « L’éducation pour les peuples et la planète : Créer des avenirs durables pour tous », p. 33 [↑](#footnote-ref-11)
21. UNESCO, RMSE (2016b). Rapport mondial de suivi de l’éducation 2016. « L’éducation pour les peuples et la planète : Créer des avenirs durables pour tous ». [↑](#endnote-ref-10)
22. Commission pour l’éducation (2016), « La génération d’apprenants : investir dans l’éducation pour un monde en pleine évolution ». [↑](#endnote-ref-11)
23. Voir le plaidoyer du PME en faveur de l’investissement : <http://replenishment.globalpartnership.org/fr/plaidoyer-pour-linvestissement/> [↑](#endnote-ref-12)
24. Le PME a mis en place en février 2017 un nouveau modèle d’attribution des ressources fondé sur les besoins. Un indice associe la population en âge de fréquenter l’école primaire et le premier cycle de secondaire avec les taux d’achèvement en secondaire et les revenus par habitant les plus faibles, avec des ajustements pour les pays fragiles et touchés par un conflit. [↑](#endnote-ref-13)
25. Pour être admissible au financement du PME, un pays qui demande une subvention pour la mise en œuvre du programme du secteur de l'éducation doit démontrer qu’il fait des efforts pour augmenter les dépenses intérieures consacrées à l’éducation de sorte à attendre au moins 20 % du budget national. Il a été prouvé que cette approche contribue à augmenter le montant des ressources nationales allouées à l’éducation ; 78 % des pays partenaires du PME ont augmenté leur budget de l’éducation pour atteindre ou dépasser le seuil de 20 % en 2015. Source : Rapports sur les résultats 2015/2016 du PME. Voir [http://www.globalpartnership.org/fr/content/rapport-sur-les-resultats-2015-2016](http://www.globalpartnership.org/fr/content/2016-results-report) [↑](#endnote-ref-14)
26. Commission pour l’éducation (2016), « La génération d’apprenants : investir dans l’éducation pour un monde en pleine évolution ». [↑](#endnote-ref-15)
27. UNESCO, RMSE (2016b). « Rapport mondial de suivi de l’éducation 2016 L’éducation pour les peuples et la planète : Créer des avenirs durables pour tous ». [↑](#endnote-ref-16)
28. L’allocation de 20 % des budgets nationaux à l’éducation est un critère de référence internationalement reconnu. [↑](#endnote-ref-17)
29. # Pour en savoir plus, voir ActionAid, 2016, The Learning Generation: Domestic Tax and Education

    # <http://www.actionaid.org/publications/learning-generation-domestic-tax-and-education>

    [↑](#endnote-ref-18)
30. On estime que la réalisation d'une éducation préprimaire, primaire et secondaire universelle – de bonne qualité – dans les pays à revenu faible et intermédiaire (tranche inférieure) nécessitera au total 340 milliards de dollars par an. Même si les pays à revenu faible consacrent plus de 6 % de leur PIB à l’éducation, il manquera encore 39 milliards de dollars. [↑](#endnote-ref-19)
31. UNESCO, RMSE (2017). L’aide à l’éducation stagne et n’est pas attribuée aux pays qui en ont le plus besoin. [↑](#endnote-ref-20)
32. Extrait de l’[Appel mondial à l’action](http://www.campaignforeducation.org/docs/resources/Education_Financing_Campaign_2017_CTA_FR.pdf) de la CME sur le financement de l’éducation. [↑](#endnote-ref-21)